

§ 2. La conférence du personnel se réunit à la demande du condamné.

Le condamné peut formuler cette demande au moment où il est entendu par le directeur dans le cadre d'une demande de détention limitée, d'une demande de surveillance électronique ou dans le cadre d'une procédure de libération conditionnelle ou d'une procédure de libération provisoire en vue d'éloignement ou de remise.

§ 3. Pour autant qu'un condamné en aie formulé la demande, la conférence du personnel se réunit une fois par mois.

§ 4. La conférence du personnel est présidée par un directeur.

Le président désigne le ou les membres du personnel de surveillance ainsi que le ou les membres du service psychosocial qui y siègeront.

Le président désigne également un secrétaire.

§ 5. Sept jours ouvrables avant la date de la conférence du personnel le secrétaire invite les membres de la conférence du personnel désignés par le directeur.

Dans le même délai, il invite le condamné et, le cas échéant, son avocat.

§ 6. Le président expose la situation pénitentiaire du condamné et fournit toute explication quant à la mesure examinée.

Il donne ensuite la parole au condamné, qui peut être assisté d'un avocat.

Le président invite les membres à poser les questions qu'ils estiment utiles et il invite le condamné à y répondre.

Le président peut décider que d'autres personnes sont entendues, soit d'initiative, soit à la demande du condamné ou d'un membre de la conférence du personnel.

Les membres de la conférence du personnel conviennent ensemble des remarques que la conférence désire formuler.

§ 7. Les débats ont lieu à huis-clos.

§ 8. Le secrétaire dresse le procès-verbal de la séance et prend note des remarques émises.

Il en donne lecture aux membres et acte leur accord sur le texte qui sera joint au dossier du condamné.

Art. 4. Les articles 38, 39 et 116 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant Règlement général des établissements pénitentiaires sont abrogés.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2007.

Art. 6. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

§ 2. Het personeelscollege vergadert op vraag van de veroordeelde.

De veroordeelde kan deze vraag stellen op het ogenblik dat hij door de directeur wordt gehoord aangaande zijn verzoek tot beperkte detentie of tot elektronisch toezicht of in het kader van een procedure voorwaardelijke invrijheidstelling of van een procedure voorlopige invrijheidstelling met het oog op verwijdering van het grondgebied of met het oog op overlevering.

§ 3. Voorzover een veroordeelde gevraagd heeft om door het personeelscollege te worden gehoord, vergadert het personeelscollege eenmaal per maand.

§ 4. Het personeelscollege wordt voorgezeten door een directeur.

De voorzitter wijst het lid of de leden van het bewakingspersoneel en van de psychosociale dienst aan die zullen deel uitmaken van het personeelscollege.

De voorzitter wijst ook een secretaris aan.

§ 5. Zeven werkdagen voorafgaand aan de datum van het personeelscollege nodigt de secretaris de door de directeur aangewezen leden uit.

Binnen dezelfde termijn nodigt hij de veroordeelde en, in voorkomend geval, zijn advocaat uit.

§ 6. De voorzitter zet bij de aanvang van het personeelscollege de penitentiaire situatie van de veroordeelde uiteen en geeft uitleg bij de te beoordelen maatregel.

Hij geeft vervolgens het woord aan de veroordeelde, die zich kan laten bijstaan door een advocaat.

De voorzitter nodigt de leden uit om die vragen te stellen die zij nuttig achten en hij nodigt de veroordeelde uit erop te antwoorden.

De voorzitter kan, hetzij ambtshalve, hetzij op vraag van de veroordeelde of van een lid van het personeelscollege, beslissen dat andere personen worden gehoord.

De leden van het personeelscollege worden het samen eens over de opmerkingen die het personeelscollege wenst te formuleren.

§ 7. De debatten hebben plaats achter gesloten deuren.

§ 8. De secretaris stelt het verslag van de zitting op en noteert de geformuleerde opmerkingen.

Hij deelt het verslag ter lezing mee aan de leden en noteert hun akkoord over de tekst die aan het dossier van de veroordeelde zal worden toegevoegd.

Art. 4. De artikelen 38, 39 en 116 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen worden opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2007.

Art. 6. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 533

[C — 2007/09079]

29 JANVIER 2007. — Arrêté royal déterminant la compétence territoriale des tribunaux de l'application des peines

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 635 du Code judiciaire, abrogé par la loi du 16 juillet 2004 et rétabli par la loi du 17 mai 2006 instaurant des tribunaux de l'application des peines;

Vu la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire modifié par la loi du 17 mai 2006 instaurant des tribunaux de l'application des peines et notamment l'article 23bis, alinéa 3;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 533

[C — 2007/09079]

29 JANUARI 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de territoriale bevoegdheid van de strafuitvoeringsrechtbanken

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 635 van het Gerechtelijk Wetboek, opgeheven bij de wet van 16 juli 2004 en hersteld bij de wet van 17 mei 2006 houdende oprichting van strafuitvoeringsrechtbanken;

Gelet op de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, gewijzigd bij de wet van 17 mei 2006 houdende oprichting van strafuitvoeringsrechtbanken inzonderheid op artikel 23bis, derde lid;

Considérant qu'en vertu de l'article 635 alinéa 1^{er} du Code judiciaire, les tribunaux de l'application des peines sont compétents pour les condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires du ressort de la cour d'appel dans lesquels ils sont établis sauf les exceptions prévues par le Roi;

Considérant que ce critère d'attribution de compétence entraîne entre les différents tribunaux de l'application des peines un déséquilibre quant au nombre de dossiers dont ils seront saisis, certains ressorts de cour d'appel ayant beaucoup plus d'établissements pénitentiaires que d'autres;

Considérant que dans un souci de bonne administration de la justice, il convient d'y déroger;

Qu'ainsi les tribunaux de l'application des peines seront compétents pour les condamnés détenus dans des établissements pénitentiaires situés en dehors du ressort de la cour d'appel dans lequel ils sont situés;

Que cependant cette modification de compétence va de pair avec une augmentation du nombre de chambres dans les tribunaux de l'application des peines situés dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, Gand et Liège, de manière à ce que chaque chambre siégeant dans les tribunaux de l'application des peines des différents ressorts de cour d'appel traite un nombre équivalent de dossiers de manière à rendre la charge de travail équitable entre les différentes chambres;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 23 novembre 2006;

Vu l'accord de notre Ministre du Budget donné le 3 janvier 2007;

Vu l'urgence motivée par le fait que les tribunaux de l'application des peines siégeront à partir du 1^{er} février 2007;

Que l'article 42 de la loi du 17 mai 2006 instaurant les tribunaux de l'application des peines qui introduit l'article 635 dans le Code judiciaire entrera en vigueur à cette même date;

Que dans un souci de bonne administration de la justice, il convient de modifier la compétence territoriale des tribunaux de l'application des peines de manière à ce que la charge de travail soit répartie de manière équitable dès leur entrée en fonction;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 42.064/2 donné le 11 janvier 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le tribunal de l'application des peines du ressort de la cour d'appel d'Anvers est compétent pour les condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires situés à Anvers, Hoogstraten, Merksplas, Turnhout et Wortel.

Art. 2. Les chambres francophones du tribunal de l'application des peines du ressort de la cour d'appel de Bruxelles sont compétentes pour les condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires situés à Andenne, Nivelles et Ittre.

Art. 3. Les chambres néerlandophones du tribunal de l'application des peines du ressort de la cour d'appel de Bruxelles sont compétentes pour les condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires situés à Louvain, Malines et Termonde.

Art. 4. Les chambres francophones ou les chambres néerlandophones du tribunal de l'application des peines du ressort de la cour d'appel de Bruxelles sont compétentes pour les condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires situés dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale en fonction de la langue dans laquelle a été prononcé le jugement ou l'arrêt infligeant la peine la plus lourde.

Art. 5. Le tribunal de l'application des peines du ressort de la Cour d'appel de Gand est compétent pour les condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires situés à Bruges, Gand, Ruiselede, Ypres, Hasselt et Audenaarde ainsi que pour les modalités d'exécution de la peine qui ont été octroyées aux condamnés qui étaient détenus dans l'ancien établissement pénitentiaire de Tongres et qui sont toujours en cours.

Overwegende dat de strafuitvoeringsrechtbanken krachtens artikel 635, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek bevoegd zijn voor de veroordeelden die gedetineerd zijn in de strafinrichtingen in het rechtsgebied van het hof van beroep waarin zij zijn gevestigd, behoudens de door de Koning bepaalde uitzonderingen;

Overwegende dat dit criterium inzake de vaststelling van bevoegdheid tot een onevenwicht leidt tussen de verschillende strafuitvoeringsrechtbanken wat het aantal dossiers betreft die bij hen aanhangig zullen worden gemaakt; aangezien bepaalde ressorten van het hof van beroep meer penitentiaire instellingen tellen dan andere;

Overwegende dat daarvan moet worden afgeweken met het oog op een goede rechtsbedeling;

Overwegende dat de strafuitvoeringsrechtbanken bijgevolg bevoegd zullen zijn voor de veroordeelden die gedetineerd zijn in strafinrichtingen gelegen buiten het rechtsgebied van het hof van beroep waarin zij zijn gevestigd;

Overwegende dat die wijziging inzake de bevoegdheid echter gepaard gaat met een stijging van het aantal kamers in de strafuitvoeringsrechtbanken in het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel, Gent en Luik, zodanig dat elke kamer die zitting houdt in de strafuitvoeringsrechtbanken van de verschillende rechtsgebieden van het hof van beroep een gelijkwaardig aantal dossiers behandelt en zodanig dat de werklast evenwichtig verdeeld wordt onder de verschillende kamers;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 november 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van 3 januari 2007;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de strafuitvoeringsrechtbanken zetelen vanaf 1 februari 1997;

Dat artikel 42 van de wet van 17 mei 2006 houdende oprichting van strafuitvoeringsrechtbanken, dat artikel 365 invoegt in het Gerechtelijk Wetboek, op dezelfde datum in werking treedt;

Dat het met het oog op een goede rechtsbedeling aangewezen is om de territoriale bevoegdheid van de strafuitvoeringsrechtbanken aan te passen zodat de werklast vanaf de inwerkingtreding op een evenwichtige wijze wordt verdeeld;

Gelet op het advies van de Raad van State 42.064/2, gegeven op 11 januari 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De strafuitvoeringsrechtbank in het rechtsgebied van het hof van beroep te Antwerpen is bevoegd voor de veroordeelden die gedetineerd zijn in de strafinrichtingen gelegen te Antwerpen, Hoogstraten, Merksplas, Turnhout en Wortel.

Art. 2. De Franstalige kamers van de strafuitvoeringsrechtbank in het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel zijn bevoegd voor de veroordeelden die gedetineerd zijn in de strafinrichtingen gelegen te Andenne, Nijvel en Itter.

Art. 3. De Nederlandstalige kamers van de strafuitvoeringsrechtbank in het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel zijn bevoegd voor de veroordeelden die gedetineerd zijn in de strafinrichtingen gelegen te Leuven, Mechelen en Dendermonde.

Art. 4. De Nederlandstalige kamers of de Franstalige kamers van de strafuitvoeringsrechtbank in het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel zijn bevoegd voor de veroordeelden die gedetineerd zijn in de strafinrichtingen gelegen in het arrondissement Brussel-Hoofdstad naar gelang van de taal van het vonnis of arrest waarbij de zwaarste straf is opgelegd.

Art. 5. De strafuitvoeringsrechtbank in het rechtsgebied van het hof van beroep te Gent is bevoegd voor de veroordeelden die gedetineerd zijn in de strafinrichtingen gelegen te Brugge, Gent, Ruiselede, Ieper, Hasselt en Oudenaarde evenals voor de nog lopende strafuitvoeringsmodaliteiten die werden toegekend aan veroordeelden die gedetineerd waren in de oude strafinrichting van Tongeren.

Art. 6. Le tribunal de l'application des peines du ressort de la Cour d'appel de Liège est compétent pour les condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires situés à Lantin, Verviers, Arlon, Huy, Dinant, Saint Hubert et Marneffe.

Art. 7. Le tribunal de l'application des peines du ressort de la Cour d'appel de Mons est compétent pour les condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires situés à Mons, Tournai, Jamioulx et Namur.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2007.

Art. 9. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Art. 6. De strafuitvoeringsrechtbank in het rechtsgebied van het hof van beroep te Luik is bevoegd voor de veroordeelden die gedetineerd zijn in de strafinrichtingen gelegen te Lantin, Verviers, Aarlen, Hoei, Dinant, Saint Hubert en Marneffe.

Art. 7. De strafuitvoeringsrechtbank in het rechtsgebied van het hof van beroep te Bergen is bevoegd voor de veroordeelden die gedetineerd zijn in de strafinrichtingen gelegen te Bergen, Doornik, Jamioulx en Namen.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2007.

Art. 9. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 534

[C — 2007/09085]

29 JANVIER 2007. — Arrêté royal déterminant le contenu concret au programme de détention limitée et de surveillance électronique

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, notamment l'article 42;

Considérant que les lignes de force de la détention limitée et de la surveillance électronique sont déterminées par le juge de l'application des peines ou par le tribunal de l'application des peines, que ces lignes de force doivent être ensuite concrétisées par le service chargé du suivi de ces modalités d'exécution de la peine;

Vu l'avis 42.015/2 du Conseil d'Etat, donné le 19 janvier 2007, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'assistant de justice fixe les modalités concrètes du programme visé à l'article 42, alinéa 2, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine. Il donne ainsi une description concrète des activités auxquelles le condamné doit participer durant sa détention limitée et détermine les heures pendant lesquelles le condamné peut quitter la prison, ceci en concertation avec le directeur de la prison où le condamné subit la modalité d'exécution de la peine.

Art. 2. L'assistant de justice ou, le cas échéant le Centre national de surveillance électronique, fixe les modalités concrètes du programme visé à l'article 42, alinéa 2 de, la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine. Il donne ainsi une description concrète des activités auxquelles le condamné doit participer durant sa surveillance électronique et détermine les tranches horaires durant lesquelles le condamné peut quitter son lieu d'habitation, en ce compris un nombre d'heures de temps libre par semaine. Ces heures de temps libre sont réparties de manière progressive, en partant d'un minimum de sept heures par semaine jusqu'à un maximum de vingt cinq heures par semaine.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 534

[C — 2007/09085]

29 JANUARI 2007. — Koninklijk besluit tot bepaling van de concrete invulling van het programma van de beperkte detentie en het elektronisch toezicht

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, inzonderheid op artikel 42;

Overwegende dat de krachtlijnen van de beperkte detentie en het elektronisch toezicht worden bepaald door de strafuitvoeringsrechter of de strafuitvoeringsrechtbank; dat deze krachtlijnen verder geconcretiseerd dienen te worden door de dienst die belast wordt met de opvolging van deze strafuitvoeringsmodaliteiten;

Gelet op advies 42.015/2 van de Raad van State, gegeven op datum van 19 januari 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State;

Op de voordracht van onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De justitieassistent bepaalt de concrete modaliteiten van het programma bedoeld in artikel 42, tweede lid van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten. Hij geeft eveneens een concrete beschrijving van de activiteiten waaraan de veroordeelde dient deel te nemen tijdens de beperkte detentie en bepaalt, in overleg met de directeur van de gevangenis waar de veroordeelde deze strafuitvoeringsmodaliteit ondergaat, de uren waarbinnen de veroordeelde de gevangenis mag verlaten.

Art. 2. De justitieassistent of, in voorkomend geval het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht, bepaalt de concrete modaliteiten van het programma bedoeld in artikel 42, tweede lid van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten. Hij geeft eveneens een concrete beschrijving van de activiteiten waaraan de veroordeelde dient deel te nemen tijdens de elektronisch toezicht en bepaalt het uurrooster volgens hetwelk de veroordeelde zijn woning mag verlaten, met inbegrip van een aantal uren vrije tijd per week. Deze uren vrije tijd worden progressief ingevuld met een minimum van zeven uur en een maximum van vijftientig uur per week.